L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 19 rue des CARMES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI 29 AVRIL.

FRANCE.

Nous avons reçu des journaux de France jusqu'au 3 mai.

On écrit de Paris le 28 avril :

Ce matin, M. de Rémusat s'est rendu à l'Elysée et a déposé sa démission entre les mains du Président de la République. M. Thiers a refusé d'accepter cette démission.

Devant l'insistance de M. Thiers, M. de Rémusat n'a pas cru devoir maintenir sa résolution de quitter le portefeuille.

M. le Président de la République s'est rendu aujourd'hui, de deux heures et demie, à l'hôtel qu'il vient de louer, et à la maison de la rue Saint-Georges.

Il était accompagné de MM. Fayet et Gallignac-Fénelon, ses officiers de service.

La commission de réorganisation de l'armée s'est réunie également pour attacher définitivement aux corps les projets soumis à son examen. Le rapport sera probablement confié à M. le général Loisel.

Le cabinet Barthélemy Saint-Hilaire fait publier par le *Times* la conversation suivante qu'aurait eue M. Thiers avec " un personnage digne de foi " :

Paris, le 28 avril.

" Il y a eu aujourd'hui plusieurs meetings privés des membres des divers partis, chacun d'eux croyant le moment opportun venu pour exercer son influence sur les affaires politiques ; mais le gouvernement paraît regarder sa position avec calme, et M. Thiers aurait dit aujourd'hui à une personne digne de foi :

" Je ne suis certes pas satisfait de l'élection, loin de là ; mais j'ai toujours pensé qu'il serait fort difficile, dans une ville comme Paris, d'élire un membre du gouvernement. Je suis tout à fait tranquille, et le vote d'hier ne me portera à aucune politique exagérée.

" Je conserverai mon ministère actuel. Le gouvernement continuera à préparer les projets de loi constitutionnels qu'il soumettra à la Chambre immédiatement après la reprise de ses travaux. Ces projets seront rédigés dans un esprit libéral, mais conservateur. L'Assemblée aura à se prononcer sur leurs mérites.

" Je n'ai point à exprimer une opinion quelconque sur les élections d'hier, mais je suis parfaitement certain que le pays n'élira pas une majorité radicale. Sur les huit élections qui ont eu lieu dans les départements, *quatre seulement sont radicales ; mais il existe des centres de population* qui sont inaccessibles à l'influence de la raison.

" L'ordre matériel n'a pas été troublé, et s'il l'avait été, on aurait bien vite acquis la conviction que *je ne plaisante pas avec le désordre*. Je compte bien que l'Assemblée comprendra que le temps est arrivé pour elle de s'occuper de grandes choses, et qu'elle et moi nous compterons à travailler dans l'intérêt de tous."

M. Thiers aurait ajouté :

" Je pense que les premières impressions manifestées sur les élections d'hier, chacun reprendra ses calmes, relativement aux conséquences du scrutin, comme je l'ai repris moi-même."

" On affirme que le Président a reçu des assurances que l'impression produite à l'étranger par les élections a été moins défavorable qu'on ne l'avait supposé."

On lit dans le *Soir* :

MM. Carnot, Langlois, Tirard, Henri Martin et Arago ont eu ce matin une longue entrevue avec M. le président de la République. L'entretien a roulé, tout naturellement, sur le grand événement du jour : le triomphe de M. Barodet et l'échec de M. de Rémusat.

M. le président de la République a manifesté une fois de plus sa volonté bien arrêtée de fonder la République et de maintenir l'intégrité du suffrage universel. Il se préoccupe cependant beaucoup de l'effet que le vote d'hier produira sur les membres indécis du centre de l'Assemblée, dont l'appoint est indispensable à la formation d'une majorité républicaine.

On a fait observer à plusieurs reprises à M. le président de la République que le vote de Paris était dirigé bien plus contre l'Assemblée que contre lui.

" C'est possible, a répondu M. le président ; mais cette Assemblée dont la France paraît désirer si ardemment la dissolution, ce n'est pas moi qui peux la dissoudre ; il faut que ce soit elle-même qui se prononce sur ce point, et comme sur tout autre, la majorité est nécessaire pour obtenir gain de cause. Or, j'ai grand'peur, a-t-il ajouté, que le vote d'hier n'ait à la fois exaspéré et terrifié les indécis et les timides, dont le vote hésitant fait pencher la balance tantôt à droite, tantôt à gauche."

M. de Rémusat, survenu au cours de l'entretien, a déclaré très catégoriquement qu'il n'avait pas eu un seul instant la pensée de donner sa démission. Il est résolu à lutter courageusement jusqu'au bout et à continuer, tant que l'Assemblée ne l'aura pas renversé, à prêter son concours à M. le président de la République. Il a exprimé le regret que la majorité des électeurs de Paris n'ait pas eu confiance dans la franchise de ses déclarations ; mais il n'a au fond du cœur aucune amertume, et il n'est travailleurs pas moins avec résolution et courage à la consolidation de la République.

On écrit de Paris au *Journal du Havre* le 29 avril :

Les personnes qui ont reçu visite, hier matin, à M. de Rémusat, l'ont trouvé parfaitement calme et aussi indifférent qu'on peut l'être à un échec électoral, qui n'a rien de personnel pour lui, mais qui peut avoir de graves conséquences pour le gouvernement qu'il soutient. La politique du gouvernement, a dit M. de Rémusat, a subi une grave atteinte ; il ne faut pas se le dissimuler ; mais il faut reconnaître aussi qu'il y a dans cette manifestation électorale, autre chose qu'un acte d'opposition. C'est un courant d'opinion auquel il est impossible de résister, ou du moins dont il est impossible de ne pas tenir compte. En présence d'un tel élan, ce n'est pas à nous, gouvernement, qu'il appartient de réagir. Toutes les lois qui émaneront de notre initiative, seront frappées des mêmes vices que le vote du 27 avril nous révèle, et notre politique, qui n'a jamais cessé d'être libérale, le sera plus encore."

Je vous ai entretenu, il y a déjà plusieurs mois, d'une idée favorite que M. Thiers a toujours caressée, et que, selon moi, habitude, dans cette correspondance, je vous ai soumise sans la juger. Il s'agit d'un plébiscite, dont le Président de la République n'a jamais absolument écarté l'idée, bien qu'il la laisse le plus souvent sommeiller. L'immense manifestation électorale qui vient de se produire, à Paris et en province, lui a remis en tête le projet d'un appel au peuple, comme disent les bonapartistes. Il en parle indirectement encore, mais il en parle ; et ceux qui connaissent sa préférence ne doutent pas qu'il y songe. Comment ? dans quelle forme ? et sur quel point portera-t-la question plébiscitaire ? C'est ce qu'on ne sait pas encore : c'est ce que M. Thiers est loin d'avoir encore fixé lui même ; mais attendez-vous à voir cette idée paraître un jour ou l'autre.

Nous lisons dans un journal du 2 mai :

M. Thiers a eu ce matin, avec M. Turquet, député de l'Aisne, une conversation analogue à celle qu'il a eue hier avec M. Arago. M. Thiers aurait dit que la situation est difficile, mais qu'il n'en est pas moins résolu à se maintenir sur le terrain de la République conservatrice. Il espère que les républicains lui continueront leur confiance et qu'avec leur aide et celui de tous les conservateurs sages, il pourra surmonter les difficultés de la situation. M. Turquet est sorti très satisfait de son entretien avec le président de la République.

Dans la Patrie :

M. Thiers est beaucoup plus calme. Pendant la matinée d'hier, un grand nombre de députés de la gauche lui ont fait visite et se sont efforcés de lui démontrer que la candidature Barodet n'avait pas été dirigée contre lui, mais contre l'Assemblée, et même contre une seule partie de l'Assemblée. Ces mêmes députés ont renouvelé au président l'assurance de leur dévouement absolu, lui promettant l'appui des partisans les plus violents de Barodet contre la droite, pourvu que la politique du gouvernement soit conforme à l'esprit du Message. Cette théorie, ou plutôt cette thèse a été appuyée par les intimes de la présidence, et M. Thiers ne serait, en apparence du moins, rendu à ces raisons. Belle perspective pour les conservateurs.

Le bruit court que M. Thiers fera, samedi, à la commission de permanence, une communication des plus importantes touchant la libération du territoire, et on ajoute que, par suite de cette rumeur, les membres libres de cette commission qui avaient accepté une convocation extraordinaire y ont renoncé pour ce jour-là, résolus de vouloir effrayer le pays et par suite entraver les négociations nouvelles dont on parle.

Une remarque à enregistrer à propos des élections, dit la *Presse* :

Le nombre de voix données à M. Barodet est sensiblement le même que celui des électeurs qui ont voté *Non* au dernier plébiscite.

M. Barodet a eu 130,146 voix ; 184,946 *Non* étaient déposés dans l'urne en 1870.

La même proportion se retrouve naturellement dans presque chacun des arrondissements, pris isolément :

Dans le troisième arrondissement, 10,910 électeurs ont voté *Non* en 1870, et 10,100 ont voté, avant-hier, pour M. Barodet.

Dans le onzième, on trouve 16,734 *Non* en 1870, et 16,359 bulletins Barodet.

On lit dans le *Français* :

M. Bérenger manifeste son intention de persister à la rentrée, dans sa proposition de constituer la république définitive.

On écrit de Marseille, le 28 avril, au *Messager du Midi* :

Les élections se sont accomplies, hier, dans le plus grand calme. En ville, les votants ont été plus nombreux que d'habitude, mais dans le département les abstentions ont atteint un chiffre élevé.

On a remarqué avec une douloureuse surprise dans le camp conservateur les progrès faits par les radicaux dans les sections rurales. Telle commune de l'arrondissement d'Aix et d'Arles, qui votait jadis pour les hommes modérés, a donné une écrasante majorité au candidat du comité central.

Le Nouveau Ministère Français.

Le télégraphe annonce la constitution du nouveau ministère français avec l'accession de MM. Casimir Périer, de Fortoul et Décazes et en remplacement de MM. Dufaure, de Goulard et Jules Simon. Nous trouvons dans la *Presse* du 3 mai, une lettre de l'un des nouveaux ministres, M. Décazes, qui servira à expliquer la pensée qui a présidé à la formation du nouveau ministère :

A monsieur le Rédacteur en chef de la *Presse*,

Monsieur,

Dans un article intitulé : "le Rôle des conservateurs républicains," la *France* d'hier, après avoir démenti le bruit, accueilli par le *Moniteur Universel*, d'une fusion probable du groupe Casimir Périer avec le centre droit, exprime et développe la pensée que, loin d'abandonner leur programme, les républicains conservateurs doivent plus que jamais le maintenir. Elle indique, en outre, comme un des moyens propres à réaliser ce programme, pour le cas où le gouvernement ne croirait pas devoir prendre une initiative réclamée par les circonstances, la proposition que j'ai eu l'honneur de déposer, avec quelques-uns de mes collègues, dans une des dernières séances de l'Assemblée.

Il ne m'appartient pas de confirmer le démenti que, sur la foi de renseignements personnels, vous donnez au *Moniteur Universel*. Ma situation dans le groupe de la République conservatrice n'a pas assez d'importance pour qu'il me soit permis de parler en son nom. Je crois, toutefois, connaître assez les sentiments qui y règnent pour être assuré que vous avez fidèlement traduit sa pensée ; non que la politique de ce groupe diffère essentiellement, quant aux principes généraux de gouvernement, de celle des hommes éminents à il faut le reconnaître, sincèrement et libéraux, qui dirigent le centre droit. Le centre gauche, lui qu'fractionné, a toujours montré, en effet—les votes en font foi—un égal attachement aux idées conservatrices, un égal dévouement pour les doctrines révolutionnaires, un même désir d'asseoir sur l'ordre et le respect de la loi les libertés publiques. Mais un point capital nous sépare. On croit, au centre droit, avoir le droit et le pouvoir de maintenir le pays dans le provisoire, jusqu'au moment où des circonstances, difficiles à prévoir aujourd'hui, pourront permettre de le ramener à la forme monarchique constitutionnelle.

Nous pensons, nous, que l'état du pays ne saurait supporter plus longtemps les équivoques, les faiblesses, les germes de désorganisation qu'entretient des situations indécises ; que, pour affronter les périls prochains dont quelques-uns semblent déjà depuis peu de jours plus apparents, il a besoin d'un gouvernement fermement assis, non contestable et absolument obéi ; que la République est le seul gouvernement possible ; qu'elle a d'ailleurs depuis deux ans donné à l'ordre des gages énergiques et indéniables ; qu'il faut donc reconnaître et organiser le gouvernement républicain.

Loin que cette conviction ait été altérée par les événements récents, je la trouve plus ferme, plus arrêtée, plus pressante chez ceux de nos collègues que leur séjour à Paris n'a pas permis d'entendre. Les événements, en effet, justifié nos prévisions en démontrant que le corps électoral s'irritait de nos lenteurs à faire nos destinées ! On peut sans doute, par des causes différentes, expliquer certains résultats plus ou moins imprévus dans nos grandes cités ; mais qu'on nous dise par quel autre motif, des départements, jusqu'ici dévoués aux candidatures modérées, ont subitement voté pour les choix les plus avancés. Croition, par hasard, que, malgré les avertissements du gouvernement, les conseils de leurs députations et leurs propres sentiments, ils soient en train de devenus radicaux ? Non. Mais la protestation et le mécontentement manifestent à prendre la forme la plus aiguë pour mieux faire entendre leurs avertissements et, sans être radicaux, les électeurs ont nommé ceux dont le choix devait causer le plus d'émoi.

Il est bon de savoir profiter de la victoire ; il l'est plus encore de comprendre les avertissements de la défaite. Prenons garde d'ajouter à l'embarras de l'action gouvernementale, à l'inertie des fonctionnaires, au relâchement de toutes les forces vives de la société, fruits inévitables du provisoire, les protestations irritées de l'esprit public. Il nous faut, pour traverser l'époque difficile de la transition où nous nous pouvoirs, un gouvernement fort, qui n'ait point à employer à sa propre défense les moyens qui lui sont confiés pour protéger l'ordre social. Sachons à la fois le consolider et lui attacher l'opinion en le contenant.

Bien que n'ayant point été élevé dans le goût des institutions républicaines, bien que convaincu qu'il est au moins une forme de gouvernement qui peut, avec des garanties d'ordre plus longtemps éprouvées, assurer autant de libertés, j'ai cru devoir faire à l'intérêt évident de mon sacrifice de mes affections et de mes préférences personnelles. Déjà, par un amendement déposé au mois de février dernier, j'avais proposé à la commission des Trente de reconnaître la République, et de donner au gouvernement le devoir de présenter les lois destinées à l'organiser.

Admise dans sa seconde partie, cette proposition a été rejetée dans la première, et j'ai dû, devant l'espoir manifesté par le gouvernement de voir sortir de la transaction compliquée qu'il acceptait, une majorité disposée à le soutenir efficacement, et peut-être à fonder la République, sans la nommer,—renoncer à développer ma conviction à la tribune.

A quoi ont abouti ces savantes combinaisons ? Les divisions qu'on croyait éteindre ont conservé toutes leurs forces. Le gouvernement n'a pu fixer la majorité errante, dont les variations ont tant de fois entravé sa marche, et en présence d'une déclaration qui, en admettant la nécessité des lois organiques, leur refuse le droit de faire œuvre constitutionnelle, la situation demeure à ce point confuse, qu'on ne sait pas de quel esprit pourront procéder ces lois.

Il faut sortir de ces équivoques et de ces fausses. S'il est une autre solution possible que la République, il faut qu'elle se fasse connaître et se soumette à la discussion. S'il n'en est pas, il faut qu'on discute ouvertement par quelles raisons on se croit le droit de priver le pays du seul gouvernement qu'il puisse avoir.

En vain nous dit-on que nous avons en fait la République et qu'il suffit, sans avoir besoin de la proclamer, de lui donner les organes essentiels à son fonctionnement.

Nous répondrons d'abord que cet acquiescement à sa reconnaissance tacite est fréquemment allégué dans l'intimité des conversations privées, n'a jamais été donné à la tribune, que le langage tenu en public l'a toujours démenti et qu'un gouvernement ne peut sérieusement se fonder sur la vague assurance qu'on le laissera vivre.

Nous dirons ensuite que refuser de reconnaître franchement une forme de gouvernement, c'est dire clairement :

Qu'on ne l'aime que le subir.

Qu'on lui en préfère un autre.

Que l'occasion seule manque pour le renverser.

C'est à la fois encourager contre elle toutes les entreprises et la frapper au cœur des deux causes de dissolution les plus redoutables : l'impuissance et la déconsidération.

Des hommes dévoués à leur pays ne peuvent, au moment où les grandes crises approchent, le laisser ainsi affaibli et désarmé.

Quels autres considérations n'k auraient il pas à invoquer ?

L'Assemblée n'a-t-elle pas sollennellement, à différentes reprises, malgré les protestations les plus énergiques, promis de faire une Constitution ? Près de sa fin, ne doit-elle pas songer à tenir ses engagements ?

N'est-il pas dès aujourd'hui certain que cette forme républicaine, par l'effet seul des circonstances, deviendra avant peu le gouvernement reconnu du pays ? N'offrira-t-elle pas plus de garantie d'ordre, de véritable liberté et de durée, si elle est fondée par l'Assemblée elle-même ?

Cette majorité, qu'on s'est vainement épuisé, pendant deux ans, à chercher dans les combinaisons les plus fugitives, ne sera-t-elle pas établie sur des bases inébranlables, lorsque, la question de gouvernement désormais résolue, il n'y aura plus, sauf le parti toujours minime des révoltés, que deux idées en présence : Conservation, Révolution ?

C'est dans ces sentiments que j'ai cru devoir renouveler, avec le concours de quelques-uns de mes collègues, —parmi lesquels vous avez omis de citer M. Féray, vice-président du groupe Casimir Périer,—la proposition que vous avez bien voulu rappeler.

Contraint par une difficulté du règlement de la retirer aussitôt, j'ai annoncé qu'elle serait déposée de nouveau à la reprise de nos séances.

Nous persévérons dans cette intention, et à moins que le gouvernement ne juge à propos d'user de son droit d'initiative, la proposition, revêtue de toutes les signatures d'un grand nombre de signataires, sera représentée devant l'Assemblée.

Veuillez, etc.

R. BÉRENGER,
Député de la Drôme.

BARODET, LOCKROY, RANC.

Les journaux qui ont soutenu la candidature de M. Barodet publient la lettre suivante, que l'ancien maire de Lyon vient d'adresser aux électeurs de la Seine :

Aux électeurs du département de la Seine.

Chers concitoyens,

L'honneur d'être élu ne devrait laisser place en mon cœur qu'au sentiment de la plus profonde reconnaissance.

Comment résisterais-je cependant à vous dire qu'en m'appelant à vous représenter vous avez donné une preuve éclatante entre toutes de la force et de la modération de ce grand parti républicain dont Paris mérite à tant de titres de conserver la direction ? C'est là, permettez-moi de l'ajouter, ce qui a frappé surtout la France. On sait maintenant que nous voulons fonder la république sur le respect des lois, sur l'autorité souveraine du suffrage universel !

L'ascendant de la démocratie républicaine est partout croissant. Aveugle qui le contesterait ; mais aveugle encore qui oserait y résister. Ces victoires admirables, nous devons les attribuer à la politique sage et prudente, ferme et patriotique, adoptée par notre parti. Citoyens, forts par le nombre, plus forts devis encore par nous montrer calmes, patients, modérés dignes enfin de prendre et de garder la direction des intérêts de notre grand pays.

Ma candidature n'était pas une candidature de combat. Paris ne l'a pas voulue et fait triompher que parce qu'il a compris qu'il s'agissait bien moins de lutter contre le gouvernement que de l'éclairer. Je m'attacherai à prouver dans toutes les occasions que l'esprit de conquête et d'union dans la liberté est bien celui qui m'a élu, et que, si j'ai été élu, je l'ai dû à mon dévouement à la République.

Citoyens, l'élection du 27 avril est une grande leçon. Républicains, tous les amendements qu'elle renferme ne sont que des conseils. Vous pourrez, vous devrez même, dans les luttes prochaines, vous montrer fermes et les dignes de ses glorieux ancêtres.

Vive la France ! vive la République !

Agréez, chers citoyens, l'expression de ma gratitude et de mon sincère attachement.

D. BARODET.
Représentant de la Seine.

Lyon, 28 avril.

Le langage de l'élu ne ressemble pas, comme on voit, à celui du candidat. Nous avons déjà parlé des antécédents de Barodet, voici qui fera connaître Lockroy et Ranc.

M. Lockroy était député de Paris à l'Assemblée de Versailles lorsque a commencé le second siège. Il a envoyé, de concert avec M. Ch. Floquet, la lettre suivante à M. Grévy, président de l'assemblée :

Monsieur le président,—Nous avons la conscience d'avoir fait tout ce que nous pouvions pour conjurer la guerre civile en face des Prussiens encore armés sur notre sol. Nous jurons devant la nation que nous n'avons aucune responsabilité dans le sang qui coule en ce moment. Mais puisque, malgré nos efforts passés, malgré ceux que nous tentions encore pour arriver à une conciliation, la bataille est engagée et une attaque dirigée sur Paris, nous, représentants du peuple, croyons QUE NOTRE PLACE N'EST PLUS A VERSAILLES. ELLE EST AU MILIEU DE NOS CONCITOYENS AVEC LESQUELS NOUS VOULONS PARTAGER, COMME PENDANT LE SIÈGE PRUSSIEN, LES SOUFFRANCES ET LES PÉRILS qui leur sont réservés. Nous n'avons plus d'autre devoir que de défendre, comme citoyens et selon les inspirations de notre conscience, la république menacée. Nous remettons entre les mains de nos électeurs le mandat qu'ils nous avaient confié, et dont nous sommes prêts à leur rendre compte.

Les représentants du peuple, présents à Paris,

CH. FLOQUET, EDOUARD LOCKROY.
(*Journal officiel*, 4 avril 1871.)

M. Ranc a été élu député à l'Assemblée actuelle. Voici dans quels termes il a donné sa démission :

Citoyen président,

"Nos électeurs nous ont donné le mandat de représenter la France républicaine, une et indivisible.

"Par son vote du 2 mars, l'Assemblée a livré deux provinces, démembré la France, ruiné la patrie. Elle n'est donc plus l'expression du pays, et ses délibérations SONT DÉSORMAIS FRAPPÉES DE NULLITÉ.

"D'ailleurs, le vote des quatre généraux commandant nos armées et l'abstention significative des trois autres donnent un démenti formel aux assertions de M. Thiers, sur notre impuissance à continuer la guerre.

"En conséquence, NOTRE CONSCIENCE NOUS DÉFEND DE SIÉGER UN JOUR DE PLUS DANS UNE ASSEMBLÉE DONT NOUS NE POUVONS RECONNAITRE LES ACTES COMME VALABLES.

"Nous nous retirons donc, comme nos frères d'Alsace et de Lorraine, et nous vous adressons, citoyen président, notre démission de représentants du peuple.

"Recevez, etc.

" *Signé :* HENRI ROCHEFORT ; — A. RANC, représentant de Paris ; — B. MALON (de l'Internationale), représentant de Paris ; — O. TRIDON, représentant de la Côte d'Or. "

Depuis ce temps, M. Ranc était devenu membre de la Commune. Voici en quels termes le *Journal officiel de la Commune* du 6 avril annonçait sa retraite :

" Les citoyens Lefèvre et Ranc ont donné leurs démissions de membres de la Commune. "

La lettre par laquelle M. Ranc notifiait cette démission était ainsi conçue :

" Paris, 6 avril.

" Citoyens,

" Désapprouvant sur plusieurs points la direction imprimée au mouvement communal ; ne voulant pas, d'autre part, créer de dissentiment au moment où la République a le plus besoin d'unité d'action, je prends le parti de me retirer et de vous adresser ma démission.

" Je rentre dans les rangs et redeviens simple soldat de Paris, de la Commune et de la République.

" Salut et fraternité.

" A. RANC. "

Les Désastres des Gelées.

Mauvaises, très mauvaises les dernières nouvelles des départements vinicoles par suite des gelées. L'influence pernicieuse de la lune rousse se fait sentir d'une façon alarmante cette année.

Voici les renseignements qui parviennent des divers points qui ont le plus souffert :

BEAUJOLAIS.—A Vaux (Rhône), la gelée du 27 a détruit la plus grande partie de la récolte.

Villefranche (Rhône), dans la nuit du 26 au 27, le thermomètre est descendu à quatre degrés au-dessous de zéro. Pas un bourgeon n'a échappé ; le mal est général et s'étend de la plaine à la montagne. L'aspect de notre vignoble est lamentable.

Dans les bas-fonds, tout est grillé. Sur les coteaux très élevées, au contraire, et où le vent soufflait avec violence, la vigne, moins développée, d'ailleurs, a relativement peu souffert. Les courants d'air les plus froids étant les plus denses, descendent naturellement au fond des vallées. A mi-côte, les vignes en espaliers et en hautins ont été moins atteintes, les jeunes vignes en plantiers, celles surtout qui avaient été taillées et travaillées de bonne heure et se trouvaient par conséquent plus développées, sont presque entièrement perdues ; les vieilles vignes, plus tardives et qui commençaient seulement à *débourrer*, n'ont pas éprouvé grands dommages, mais ce sont celles-là qui produisent le moins.

Parmi les arbres fruitiers, les abricotiers seuls paraissent avoir sensiblement souffert. Les noyers sont complétement brûlés et les jeunes pousses des platanes, des ormeaux même des chênes, pendent noires et flétries.

BORDELAIS.—A Preignac (Médoc), la gelée du 25 a détruit dans les vignobles blanc tout ce qu'avait épargné celle des deux jours précédents. Sinistre complet et général dans le Médoc. Les vignobles circonvoisins sont atteints gravement.

Le Médoc tout entier a horriblement souffert.

On écrit de Bordeaux :

Dans l'Entre-deux-Mers, un quart au moins de la récolte est perdu. Les vignes dans le sol peu abrités, soit par un bois, soit par un accident de terrain, ont été fortement atmaquées. Seules, les vignes situées sur les hauteurs et bien exposées au vent ont été épargnées. Ce matin, nous recevons de nouveaux détails.

On évaluait qu'à la Trosne la moitié des vignes ont été ravagées ; à Lignan, il ne reste que fort peu de pampres intacts ; à Saint-Macaire, le fléau a presque tout enlevé ; le domaine de Rieteux, quoique se trouvant sur la hauteur, n'a pas été épargné ; les arbres eux-mêmes ont été très endommagés ; il en a été de même pour le domaine de Brulaeur, appartenant à M. Cazenave, directeur de l'école communale de La Bastille.

Dans la commune d'Artigues, on évalue la perte à la moitié ; le château de Lestrille est la propriété qui a le moins souffert.

Les coteaux les plus élevés n'ont pas tous été atteints : citons, en particulier, Cenon, Floirac et autres communes voisines. Dans le canton du Carbon-Blanc, on évalue la perte au quart.

BASSE-BOURGOGNE. — La récolte de l'Auxerrois est presque entièrement gelée.

A Dijon, les gelées enlèvent les trois-quarts de la récolte. Le clos-vougeot et le chambertin sont frappés.

On écrit de Beaune au *Bien public* de Dijon :

La gelée fait le sujet de graves préoccupations, et les bruits les plus tristes circulent.

Toutefois, bien que les désastres soient très sérieux, il faut aussi éviter l'exagération. Tout ce que je puis vous dire, c'est que la moitié de la récolte en vin court des dangers, n'ajoutez pas foi au bruit que tout est entièrement perdu.

Les vignes situées dans le Clos paraissent avoir souffert, mais ce n'est rien en comparaison de celles des pays bas.

Nous sommes sous la température de novembre ; la glace a reparu, et quelques flocons de neige sont tombés.

Ce n'est que d'ici à quelques jours qu'on pourra savoir au juste l'importance du mal, car, ainsi que je vous le répète, les rameaux qui ont cours doivent être empreints d'exagération. J'en suis d'autant plus convaincu que des renseignements tout à fait contradictoires me parviennent, venant de plusieurs lieux des environs.

Meursault, 27 avril.—Voici quelques détails sur le sinistre qui a atteint notre vignoble. Nos vignes semblaient admirablement bien préparées pour une bonne récolte ; mais dans la nuit de 26 au 27, elles ont été vivement atteintes. Dans les vignes hautes, on peut estimer la perte de un tiers à moitié, suivant emplacement des climats, et dans les vignes ordinaires, la proportion serait de un quart à moitié environ.

La nuit du 26 au 27 a été très mauvaise, et a encore gravement augmenté les pertes de la veille. Pour comble de malheur, nous avons une température excessivement froide, qui nous fait beaucoup redouter pour les jours suivants.

Il paraît que les pays de l'arrière-côte ont aussi bien du mal, ainsi que ceux de la plaine. Dans quelques jours d'ici, quand la panique sera passée, j'aurai des renseignements plus positifs et je m'empresserai de vous les faire connaître.

Mercy, 27 avril.—Dans nos grands vins, nous avons à constater des pertes, mais jusqu'à présent il y a lieu d'espérer que dans nos cantons elles ne s'élèveront pas à plus du tiers de la récolte ordinaire.

CHALONNAIS.—Le Villard, Dracy, Mellecey, Saint-Denis, Saint-Martin, Le Bourg Neuf, Givry et Bazy sont ruinés.

RHÔNE.—On lit dans le *Salut public*, de Lyon :

Sur le plateau du Mont-d'Or, — de Limonest à Vaudebonnet, — il y a beaucoup de dégâts ; ici et là, la gelée a détruit en quelques heures ce que la nature avait mis quatre mois à faire.

Les coteaux ont été complétement ravagés ; les cordons sont à moitié gelés. On y remarque des portes-greffes blessés.

Ainsi, des bourgeons sont tout à fait brûlés ; d'autres bourgeons de la même longueur, de la même force, à côté des premiers, ne présentent aucune trace de mal. Ce qui explique ces différences, c'est que les premiers étaient plus développés que les seconds, et que, par conséquent, ils ont été plus frappés par la gelée.

A Fleurie, Foy et environs, les dégâts sont très sérieux au bord du gelé et d'autres, abrités du nord, ont été préservés.

Les paysans des environs de Lyon, à l'ouest et au sud, estiment qu'ils ont perdu complétement des bourgeons gelés il en poussera d'autres qui donneront du fruit, mais peu ou pas de fruit. On dit cependant que sur les vignobles élevés et il y a eu beaucoup de vent, les dommages sont minimes. Ce fait, s'il était exact, serait précieusement une anomalie bien bizarre. En effet, nous venons de dire que sur le plateau de Vaudebonnet, exposé à tous les vents, la vigne en cordons était aux trois-quarts gelée.

Les bourgeons de terre maussade,—les arbres fort heureusement ne sont pas encore sortis de terre,—les haricots hâtifs sont complétement brûlés. Les seigles n'ont pas de mal, leurs épillets sont déjà grenés. Les fleurs des pommiers et des fruitiers sont perdues.

L'Arbresle.—Ou entend de Saint-Pierre (Arbresle) :

"Nous avons eu vent du nord très violent et glacial, et depuis trois jours, succède le plus terrible froid que nous ayons jamais éprouvé. Il y a eu quelques bourgeons de vignes gelés dans la plaine de Saint-Pierre, mais ils offrent tant soit peu plus élevés ont été bien plus maltraités, ainsi noyers, mûriers et vignes, tout est complétement gelé, par conséquent perdu.

LANGUEDOC.—Dans plusieurs localités de Grenelles notamment, le thermomètre est descendu à 3 degrés au-dessous de zéro ; la gelée a atteint deux centimètres d'épaisseur ; un glaçon constatait ces faits et un soleil avait ce matin, à dix heures, plus d'un demi-centimètre d'épaisseur. Jugez de l'état dans lequel sont nos pauvres vignes. Les coteaux privilégiés de Grenelles n'ont pas trop souffert, mais ordinairement ils sont immunes.

Les vignes basses sont brûlées : les bourgeons, naguère si vigoureux, sont brûlés, les feuilles se brisent avec les doigts, les tiges penchent languissamment, déjà affectées d'une teinte brune ; sous peu, si les chaleurs elles seront toutes noires. Le désastre de Frontignan, que l'on parcourt, est déplorable. Je crois que les pertes dans cette localité s'élèveront à plus de moitié. Quant aux premières vignes, elles sont toutes perdues. Il est impossible de se faire une idée de la désolation qui règne dans ces contrées. Les propriétaires, les vignerons, les ouvriers, tous sont consternés. Ce matin, on ramassait les feuilles pour les donner aux vers à soie, qui, eux aussi, sont frappés de mort.

Le Grand Musée d'Anatomie,

Au No 40 de rue du Chartres,

EST ouvert tous les jours pour les amateurs et les personnes désireuses de s'instruire. Une leçon sur les maladies nerveuses, etc., vient d'être publiée, afin d'intéresser aux jeunes gens. On l'envoie franco de port ; le prix est de 25 cents. S'adresser au Secrétaire du Musée d'Anatomie, No 40 de la rue du Chartres, Nlle Orléans. 16mar—1m

JARDIN DE MAGNOLIA.

LA plus belle et la plus agréable place d'amusements d'été, pour pique-niques, fêtes de familles, dîners, soupers, etc.

OUVERT CHAQUE JOUR.

Le dimanche, grand concert gratis.

Restaurant et Barre pourvus de mets et de liqueurs de choix.

Les jours de la semaine on aura l'usage du jardin pour rien.

6 mai—1m RICHARD HOMANN.

JARDIN DE MAGNOLIA.

La plus belle et la plus agréable place d'amusements d'été pour pique-niques, fêtes de familles, dîners, soupers, etc.,

OUVERT CHAQUE JOUR.

Dimanche, le 18 Mai 1873

Grand Concert gratis et Bal.

Restaurant et Barre pourvus de mets et vins et liqueurs de choix.

Les jours de la semaine on aura l'usage du jardin pour rien.

15 mai—1m RICHARD HOMANN.

PENSION FRANÇAISE

A LA BAIE ST-LOUIS.

L'HOTEL STOCKTON, à la Baie St-Louis, est avantageusement connu par l'élégante société, sera, à partir du 1er de mois de mai prochain, exploité sous le nom d'Hôtel Stockton. Le nouveau directeur ne ménagera rien pour mériter la confiance de ses pensionnaires et pour continuer les anciennes traditions de l'établissement. Les mêmes prix seront maintenus. Les bains de mer sont à deux pas de l'hôtel. Il leur offre l'hôtel ouvert à neuf, bonne et abondante table, vins exquis, service irréprochable, un prix modéré, etc., etc.

15avril—3m,DdJ.

Eaux Minérales

A CINQ CENTS LE VERRE :

Vichy, Seltz,
Mineragues, Bleu Lick,
Mississippes amer, Hunyadi.

—EGALEMENT—

Importé en bouteilles :

Vichy, Fredericshall, Bitter Waters
Seltz, Congress, etc., etc.,

—Chez—

ALEIX & GAUDET,
Pharmaciens et Chimistes,
Rue Bourbon, coin Dauphine.
27 avril—1m—7 F F

AUGUSTE COUTURIE,

30.....Rue de la Vieille-Levée.....30

Seul Agent pour la vente des
Champagne Chs Heidsieck & Co,
Cognac d'Eug. Grégoire & Co,
Genièvre de Hoetman & Co, Double Anore.

— Offre à vendre —

Cognac J. & F. Martell de 1870, 1865, 1862, 1858, 1834 et S. O. F.
Vins Rouges de Lacon, St-Vivier et St-Estèphe.
1er août—1an

CAFÉ DE LA ROTONDE

L'HOTEL ST-LOUIS.

CONSOMMATIONS à 10 cents le verre. — Le quart de première qualité et dernier terme consommé. 10 déc—1an

GRAND DEPOT DE LA

BALSAMIQUE des PYRÉNÉES

LIQUEUR HYGIÉNIQUE
(approuvée des médecins)

CURE MZ.

QUEYROUZE & BOIS

Manufacture des rues Bienville et Vieille-Levée

LAURENT LACAMBAGNE,
Agent

Mont—6m

CONFISERIE

ADOLPHE LEMANNE,

207.....Chartres Street.....207

Entre Dumaine et St. Ann.

9 Diplômes, 1 Certificat à la Foire d'Etat de la Louisiane 1872.

SPÉCIALITÉS pour Banquets, Soirées, Bals et Pyramides tous les jours.

Bonbons fins assortis, Pralins de toutes espèces, Fruits confits, Fruits de toutes saisons, Glaces de toutes les espèces, Sorbets, Punch, Nougat, Gâteaux, Meringues, Bonbons anglais, Fondants, Chocolats, Dragées, Bonbons de toutes les couleurs, Fruits glacés, Gelées, etc., etc.

Tous les genres de confiserie connus.

22 mars—1an

SOIN QUOTIDIEN. SOIGNE BIEN

QUEYROUZE & BOIS,

MARCHANDS DE BOIS DE CHAUFFAGE, VINS, LIQUEURS

ET

Entrepôt spécial de propriétés de l'Opium.

Aux Magasins blancs.

Rues Ursulines, Levée et Bienville.

SPECTACLES, &c.

Opérettes - Bouffes

TOUS LES SOIRS

AU

CAFÉ BISMARCK,

AUJOURD'HUI, DIMANCHE, 18 mai 1873, première débuts de la troupe Opérettes-Bouffes, Théâtre Bismarck, sous l'habile direction de M. DE RESA.—Le Concert et la Porte d'Alsace. Musique d'Offenbach.

Dans le programme : Les Cent Gouvernes à l'heure et demie ! Entrée libre. 18mai—1an

Le Grand Musée d'Anatomie,

Au No 40 de rue du Chartres,

EST ouvert tous les jours pour les amateurs et les personnes désireuses de s'instruire. Une leçon sur les maladies nerveuses, etc., vient d'être publiée, afin d'intéresser aux jeunes gens. On l'envoie franco de port ; le prix est de 25 cents. S'adresser au Secrétaire du Musée d'Anatomie, No 40 de la rue du Chartres, Nlle Orléans. 16mar—1m

JARDIN DE MAGNOLIA.

LA plus belle et la plus agréable place d'amusements d'été, pour pique-niques, fêtes de familles, dîners, soupers, etc.

OUVERT CHAQUE JOUR.

Le dimanche, grand concert gratis.

Restaurant et Barre pourvus de mets et de liqueurs de choix.

Les jours de la semaine on aura l'usage du jardin pour rien.

6 mai—1m RICHARD HOMANN.

JARDIN DE MAGNOLIA.

La plus belle et la plus agréable place d'amusements d'été pour pique-